

GIEC, conflits d'intérêts

QuotatClimat

21 sept 2026

Ce que révèlent ce matin plusieurs médias internationaux dont [L'Humanité](#) est TRÈS inquiétant : 11 auteurs du nouveau rapport du GIEC ont des conflits d'intérêt avec la major pétrolière Saudi Aramco et l'Arabie saoudite.

Parmi les 223 auteurs du groupe 3, chargé de l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, au moins une dizaine seraient directement concernés, dont un des auteurs principaux selon [The Guardian](#).

Mustafa Babiker, salarié de Saudi Aramco depuis 2006, a été nommé auteur principal et coordinateur du chapitre sur l'analyse des politiques publiques.

Diego Armando Moya-Pinta, officiellement rattaché dans la liste des auteurs du GIEC à l'[Imperial College London](#), travaille pour Saudi Aramco depuis 2022. Il participe aux travaux sur les systèmes énergétiques, les transitions et les options d'atténuation.

Le King Abdullah Petroleum Studies and Research Center (KAPSARC), centre de recherche financé et présidé par le ministre saoudien de l'Énergie, compte cinq auteurs au sein du Groupe de travail 3.

Zain Yamani, auteur principal dans le chapitre sur les systèmes énergétiques, a publié ses dernières recherches avec le soutien financier direct de Saudi Aramco en 2026.

Et la liste continue.

Mais, en mars 2026, le GIEC n'a reconnu publiquement aucun conflit d'intérêt.

Il s'agit d'un risque majeur pour l'intégrité du GIEC. Certains des scientifiques nommés conduisent des recherches sur des technologies comme le stockage carbone, particulièrement utiles aux intérêts de l'industrie fossile. Ce n'est pas neutre : leurs résultats et leur spécialité pourrait orienter la rédaction du rapport - utilisé comme boussole par les gouvernements pour se décarboner.

Or, l'intégrité est intrinsèque à la crédibilité.

Jeter le doute sur une telle institution, à l'heure où le Bilan Mondial se prépare (moment clé de l'Accord de Paris, conçu pour faire le bilan des actions réelles avant d'entamer la suite - sur la base d'une évaluation scientifique de la situation), revient à déstabiliser profondément les rapports de force

internationaux et l'assurance d'une évaluation crédible de la situation climatique.

Cette enquête déstabilise. La force de la science climatique était, jusqu'à présent, de pouvoir reposer sur un organe producteur de consensus. Que l'industrie fossile et l'Arabie saoudite s'y infiltrent rebat des cartes pourtant essentielles à l'action. Sur quelle base gouverner dès lors ?

Face à ce doute intenable, le travail du consortium international de journalistes rend indispensable une prise de position rapide du GIEC.

Article de l'Humanité signé Simon Guichard et Mike Strachinescu :

<https://www.humanite.fr/environnement/arabie-saoudite/le-giec-sous-influence-de-larabie-saoudite-enquete>

Article du Guardian signé Damian Carrington et Eoghan Gilmartin :

<https://www.theguardian.com/environment/2026/sep/21/saudi-arabia-aramco-oil-scientists-ipcc-climate-reports>